



## **PRÉFET DU MORBIHAN**

### **DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

#### **DÉLÉGATION À LA MER ET AU LITTORAL Service Aménagement Mer et Littoral**

### **ARRÊTÉ du 28 avril 2020**

portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine des **huîtres** en provenance de la zone

#### **n° 56.12.3 – Zone Rivière d'Auray – Le Rohello**

**Le Préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le règlement 178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 (traçabilité, retrait et rappel) ;
- Vu** le règlement 853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale;
- Vu** le règlement 854/2004 du 29 avril 2004 du Parlement Européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- Vu** le Règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) no 1774/2002 ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son titre III du livre II .
- Vu** le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2009-1349 du 29 octobre 2009 modifiant le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié, fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
- Vu** le décret n°2014-1608 du 26 décembre 2014 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2012 modifié portant schéma des structures des exploitations de cultures marines du Morbihan ;

- Vu** l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;
- Vu** l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2017 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants sur le littoral du Morbihan ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à M. Mathieu ESCAFRE, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;
- Vu** la convention relative à la surveillance officielle des zones de production de coquillages (REMI et REPHYTOX) dans le Morbihan signée entre le Préfet du Morbihan et le Laboratoire Départemental d'Analyses du Morbihan ;
- Vu** le résultat de l'analyse effectuée par le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) du Morbihan en date du **24 avril 2020** ;

**Considérant** que le résultat du prélèvement d'échantillon effectué par le Laboratoire Départemental d'Analyses du Morbihan, le **22 avril 2020**, montre une contamination bactérienne de 1 300 E-coli/ 100g CLI dépassant la valeur seuil réglementaire de 700 E-coli / 100g CLI pour la zone classée **A** sur **les huîtres** (groupe 3) de la zone n° **56.12.3 – Zone Rivière d'Auray – Le Rohello**, susceptibles de ce fait d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

**Sur** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont provisoirement interdits la pêche maritime professionnelle et le ramassage en vue de la mise à la consommation, ainsi que l'expédition et la commercialisation des **huîtres** en provenance de la zone n° **56.12.3 – zone Rivière d'Auray – Le Rohello** à compter du **24 avril 2020**.

**Article 2** : **Les huîtres** récoltées et/ou pêchées dans la zone n° 56.12.3 – zone rivière d'Auray – Le Rohello depuis le **22 avril 2020**, date ayant révélé leur contamination, sont considérées comme impropres à la consommation humaine en référence au classement sanitaire de la zone en A, **sauf à avoir été préalablement purifiées dans un établissement agréé avant leur mise sur le marché**.

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé ces coquillages, doit engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait du marché et en informer la Direction départementale de la Protection des Populations du Morbihan.

**Article 3** : L'eau de mer pompée dans la zone est considérée comme contaminée par rapport à la qualité correspondant au classement initial de la zone depuis le **22 avril 2020**. Toutefois, les opérations de pompage de l'eau de mer sont autorisées dans le cadre de la purification des coquillages.

**Article 4** : La réouverture administrative de la zone de production sera conditionnée par l'obtention de deux résultats consécutifs à la valeur seuil réglementaire inférieure à 230 E-coli / 100g CLI dans le cadre d'un suivi hebdomadaire.

**Article 5** : L'arrêté préfectoral du 24 avril 2020 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la

commercialisation et de la mise à la consommation humaine de tous les coquillages **est abrogé à compter du 28 avril 2020.**

Article 6 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du comité régional de la conchyliculture Bretagne Sud et au comité départemental de la pêche maritime et des élevages marins du Morbihan par voie électronique.

Article 7 : Les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le 28 avril 2020

Pour le Préfet et par délégation du directeur départemental des territoires et de la mer  
l'adjoint au chef du service Aménagement Mer et Littoral  
chargé des cultures marines

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'Y' followed by a series of loops and a long horizontal line extending to the right.

Yannick MESMEUR